

# Aperçu des programmes de la JICA

Durant l'exercice 2014, la JICA a concentré ses programmes d'aide sur le soutien aux pays émergents et en développement pour une croissance partagée avec le Japon ; la promotion de la sécurité humaine et de la consolidation de la paix ; les initiatives

de coopération internationale et les tendances de l'aide internationale ; la promotion de la collaboration du secteur privé et de la collaboration au niveau national ; et le soutien à l'autonomisation et à l'implication sociale des femmes dans les pays en développement.

## ● Aide aux pays émergents et en développement pour une croissance partagée avec le Japon

- Conformément à la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures, la JICA a déployé une aide permettant aux pays en développement de partager leur croissance avec le Japon. Cette aide couvre la connectivité de l'ANASE par des projets visant à renforcer la connectivité régionale centrés notamment sur le corridor économique est-ouest et le corridor économique sud [→ voir l'étude de cas page 26] ; les zones métropolitaines en Indonésie ; la zone économique spéciale (ZES) de Thilawa au Myanmar [→ voir l'étude de cas page 102] ; la numérisation de la radiodiffusion télévisuelle terrestre au Sri Lanka ; et l'initiative ABE en Afrique [→ voir l'étude de cas page 83].

## ● Promotion de la sécurité humaine et de la consolidation de la paix

- La JICA a mené un dialogue avec la Banque mondiale et d'autres donateurs sur la couverture santé universelle (CSU). Elle a également mis en œuvre des projets individuels sur la CSU.
- La JICA a répondu à la crise d'Ebola. Parallèlement au secours d'urgence pour les pays durement frappés par Ebola, la JICA a déployé une aide pour prévenir la propagation de la maladie infectieuse vers les pays voisins dans une perspective de moyen à long terme. Cette aide a été spécifiquement conçue pour renforcer la capacité de réponse aux crises de ces pays par l'envoi d'experts et l'organisation de formations [→ voir l'étude de cas page 54]. La JICA a également travaillé sur la réduction du risque d'infection au Japon.
- La JICA a organisé un séminaire sur la consolidation de la paix pour Mindanao et apporté une aide à la reconstruction au nord de l'Ouganda. Elle a également assuré une coopération pour les communautés hôtes des réfugiés syriens dans les pays voisins [→ voir l'étude de cas page 60], une aide à la consolidation de la paix, notamment sous forme de secours d'urgence, pour Gaza, et une aide pour la stabilisation en Ukraine [→ voir l'étude de cas page 63].
- La JICA a révisé ses lignes directrices thématiques afin d'intégrer la question du handicap dans ses projets et programmes.

## ● Initiatives de coopération internationale et tendances de l'aide internationale

- La JICA a mis en avant ses idées sur les objectifs de développement durable (ODD) en se basant sur les expériences acquises dans ses programmes et projets. Certaines de ses idées ont été reprises dans des documents finaux des Nations unies sur les ODD [→ voir l'étude de cas page 125].
- En accord avec la stratégie diplomatique proactive de lutte contre le changement climatique du gouvernement japonais, la JICA a soutenu l'admissibilité d'un projet de développement sobre en carbone en Indonésie dans le cadre du mécanisme conjoint de crédit, le premier de ce type au monde. Elle a également mis en place la plateforme public-privé du Japon pour REDD+ [→ voir l'étude de cas page 88].
- La JICA a activement participé à la troisième conférence mondiale des

Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe. Ses approches, telles que l'investissement préalable dans la réduction du risque de catastrophe (RRC) et le concept « Reconstruire mieux » ont été intégrées dans les documents finaux de la conférence [→ voir l'étude de cas page 93].

- La JICA a promu la coopération avec des organisations internationales, notamment la Banque mondiale, des organismes régionaux de développement régional et des agences d'aide bilatérale. L'Agence s'est aussi engagée auprès des donateurs émergents tout en suivant de près leur évolution.

## ● Promotion de la collaboration du secteur privé et collaboration au niveau national

- La JICA a mené des études sur les projets d'infrastructures en PPP en appui aux activités des entreprises du secteur privé ; assuré la promotion des activités BoP ; réalisé des projets en appui aux PME ; et élaboré un programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion des technologies japonaises [→ voir l'étude de cas page 109]. Elle a également encouragé les résultats de projets à donner naissance à de nouveaux projets d'APD et à des projets réalisés directement par les gouvernements des pays en développement ou les entreprises concernées.
- La JICA a encouragé la formulation et la mise en œuvre de projets de financement des investissements du secteur privé.
- La JICA a fait avancer le programme des volontaires à l'étranger en collaboration avec le secteur privé en envoyant des volontaires supplémentaires et en consultant des entreprises.
- Dans le cadre de son assistance aux gouvernements locaux japonais pour la participation aux activités internationales et la redynamisation de leur communauté, la JICA a soutenu des projets individuels et organisé des séminaires visant à encourager ce type d'engagement.
- La JICA a renforcé les programmes de volontariat avec les universités japonaises. Au cours de l'exercice 2014, l'Agence a également réussi à doubler le nombre de volontaires sportifs dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo de 2020.

## ● Soutien à l'autonomisation et à l'implication sociale des femmes dans les pays en développement

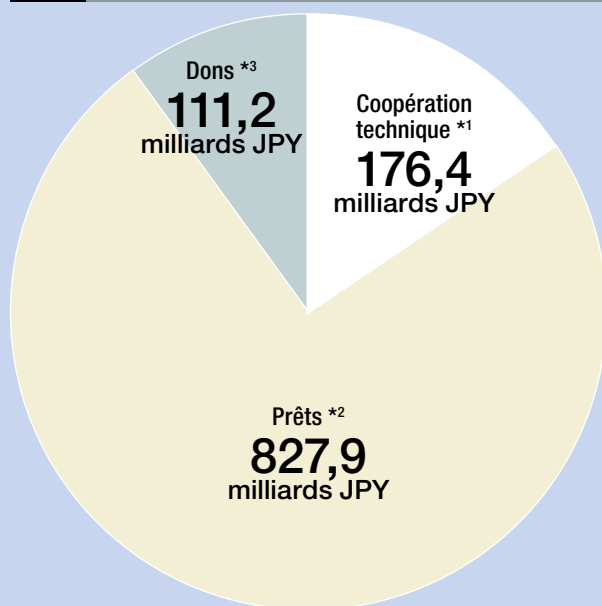
- La JICA a participé à l'Assemblée mondiale des femmes à Tokyo et délivré des messages sur la relation entre sécurité humaine et égalité entre les sexes et sur l'importance de l'intégration de la perspective de genre.
- La JICA a soutenu l'intégration de la perspective de genre en développant des lignes directrices sur cette question intitulées « Égalité des sexes et autonomisation des femmes : Stratégies et actions de la JICA », et en réunissant dans des brochures les meilleures pratiques d'intégration de la perspective de genre dans divers secteurs.
- La JICA a formulé et mis en œuvre des projets d'intégration de la perspective de genre, notamment le projet de développement des capacités d'assistance aux victimes de trafic dans les pays de la sous-région du Grand Mékong [→ voir les études de cas pages 41 et 71].

## Aperçu des activités de la JICA pour l'exercice 2014

### Décaissements de l'exercice 2014

S'agissant des décaissements de la JICA durant l'exercice 2014 (figures 6 et 7), la coopération technique représente 176,4 milliards JPY, soit une baisse de 0,5 % par rapport à l'exercice précédent. Quant à l'aide sous forme de dons, dont la mise en œuvre lui est confiée depuis octobre 2008, la JICA a réalisé 159 projets à hauteur d'environ 111,2 milliards JPY (montant des accords de dons). Le total des prêts d'APD décaissés s'est élevé à 827,3 milliards JPY répartis entre 52 pays et deux organisations. Le montant total des décaissements au titre du financement des investissements du secteur privé a atteint 600 millions JPY accordés à quatre organisations.

**Figure 6** Répartition des activités de la JICA durant l'exercice 2014



\*1 Dépenses de coopération technique hors frais de gestion.

\*2 Montant des décaissements des prêts.

\*3 Montant des accords de dons signés. Pour les projets couvrant plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par année fiscale est comptabilisé pour l'exercice concerné.

**Table 7** Décaissements par type d'aide de la JICA durant l'exercice 2014 (milliards JPY)

	Exercice 2014	Exercice 2013
<b>Coopération technique *1</b>	<b>176,4</b>	<b>177,3</b>
Formation de participants étrangers	17,3	17,6
Experts	61,4	65,3
Membres de missions d'étude	38,2	38,5
Fourniture d'équipements	4,5	4,1
JOCV	8,3	7,7
Autres volontaires	3,4	3,4
Autres	43,2	40,7
<b>Prêts *2</b>	<b>827,9</b>	<b>749,8</b>
<b>Dons *3</b>	<b>111,2</b>	<b>115,8</b>

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

\*1 Dépenses de coopération technique hors frais de gestion.

\*2 Montant des décaissements des prêts.

\*3 Montant des accords de dons signés. Pour les projets couvrant plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par année fiscale est comptabilisé pour l'exercice concerné.

### Aperçu des tendances au cours des dix dernières années

Les figures 8 à 10 montrent l'évolution du volume des programmes de coopération technique, de prêts et de dons de la JICA durant les 10 dernières années.

Les montants engagés au titre des prêts ont augmenté de 3,1 % par rapport à l'exercice précédent et atteint 1 015,9 milliards JPY en 2014. Le volume des dons enregistre une diminution de 4,0 %, totalisant 111,2 milliards JPY.

**Figure 8** Décaissements au titre de la coopération technique des 10 derniers exercices (milliards JPY)

2005	153,9
2006	151,2
2007	146,1
2008	150,8
2009	176,0
2010	168,8
2011	188,9
2012	167,8
2013	177,3
2014	176,4

**Figure 9** Montant des engagements de prêts des 10 derniers exercices (milliards JPY)

2005	569,8
2006	763,7
2007	901,2
2008	929,4
2009	967,6
2010	538,9
2011	949,4
2012	1 226,7
2013	985,8
2014	1 015,9

Note : Total des prêts d'APD et du financement des investissements du secteur privé.

**Figure 10** Montant des dons des 10 derniers exercices (milliards JPY)

2005	103,4
2006	110,4
2007	96,4
2008	74,0
2009	34,8
2010	12,9
2011	3,6
2012	141,6
2013	115,8
2014	111,2

Montant total alloué en vertu des échanges de notes conclus durant l'exercice concerné (part gérée par la JICA pour la promotion de l'aide sous forme de dons)

Montant total alloué en vertu des accords de dons conclus durant l'exercice concerné (part gérée par la JICA pour la mise en œuvre et la gestion des projets après octobre 2008)

Note : Jusqu'à l'exercice 2007, la JICA était chargée de la promotion de l'aide sous forme de dons. Depuis octobre 2008, la JICA assure également la gestion d'une partie des projets de dons du Japon.

**Décassements par région**

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant, entre l'Asie, à hauteur de 35,3 %, l'Afrique, à hauteur de 23,0 %, et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, à hauteur de 8,3 %. Les 24,2 % de la rubrique « Autres » représentent les décaissements pour les institutions internationales et les projets multi-pays ou multi-régions.

Pour les nouveaux prêts d'APD, la part des engagements pour

l'Asie est de 57,7 %, contre 7,8 % pour l'Afrique et 7,5 % pour l'Amérique du Nord et l'Amérique latine. La part de l'Asie reste considérablement élevée, à l'instar de l'exercice précédent.

En ce qui concerne les dons, l'Asie représente 51,1 %, l'Afrique 39,3 % et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine 4,9 %. De même que pour l'exercice 2013, l'Afrique et l'Asie absorbent la plus grande part des dons.

**Figure 11 Répartition des décaissements par région durant l'exercice 2014** (% , milliards JPY)

	Asie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Afrique	Amérique du Nord et Amérique latine	Europe	Autres
<b>Coopération technique *1</b>	35,3 % (62,3)	5,1 % (8,0)	23,0 % (40,5)	8,3 % (14,7)	1,5 % (2,6)	24,2 % (42,7)
<b>Prêts *2</b>	57,7 % (585,8)	7,3 % (74,6)	7,8 % (78,9)	7,5 % (76,3)	1,0 % (10,0)	18,7 % (190,4)
<b>Dons *3</b>	51,1 % (56,8)	0,8 % (0,9)	39,3 % (43,6)	4,9 % (5,5)	0,0 % (0,0)	4,0 % (4,4)

\*1 Inclut les dépenses liées à l'envoi de volontaires et d'équipes du Secours d'urgence du Japon.  
 \*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.  
 \*3 Montant des accords de dons signés. Pour les projets couvrant plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par année fiscale est comptabilisé pour l'exercice concerné.

**Décassements par secteur**

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant entre les secteurs suivants : 17,5 % pour les travaux et services publics, 13,0 % pour la planification et l'administration, 12,9 % pour l'agriculture, les forêts et la pêche et 9,7 % pour les ressources humaines.

Les prêts ont en grande partie, soit 33,7 %, été affectés à des

projets dans le secteur de l'électricité et du gaz. Viennent ensuite les prêts de soutien à la balance des paiements, etc., à hauteur de 21,8 % et 15,1 % pour les transports, notamment voies ferrées, routes et ports.

La plus grande part des dons a été consacrée aux travaux et services publics à 53,8 %, suivi par la santé et les soins médicaux à 12,1 % et les ressources humaines à 10,9 %.

**Figure 12 Répartition des décaissements par secteur durant l'exercice 2014** (% , milliards JPY)

	Planification et administration	Travaux et services publics	Agriculture, forêts et pêche	Énergie	Ressources humaines	Santé et soins médicaux	Autres
<b>Coopération technique *1</b>	13,0 % (23,0)	17,5 % (30,8)	12,9 % (22,7)	4,5 % (7,9)	9,7 % (17,1)	6,2 % (10,9)	30,4 % (53,6)
<b>Prêts *2</b>	33,7 % (341,8)	15,1 % (153,6)	11,0 % (111,9)	7,8 % (79,4)	21,8 % (221,9)	3,0 % (30,7)	3,0 % (30,7)
<b>Dons *3</b>	3,0 % (3,3)	53,8 % (59,8)	10,1 % (11,2)	4,7 % (5,3)	10,9 % (12,1)	12,1 % (13,5)	5,3 % (5,9)

\*1 Inclut les dépenses liées à l'envoi de volontaires et d'équipes du Secours d'urgence du Japon.  
 \*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.  
 \*3 Montant des accords de dons signés. Pour les projets couvrant plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par année fiscale est comptabilisé pour l'exercice concerné.

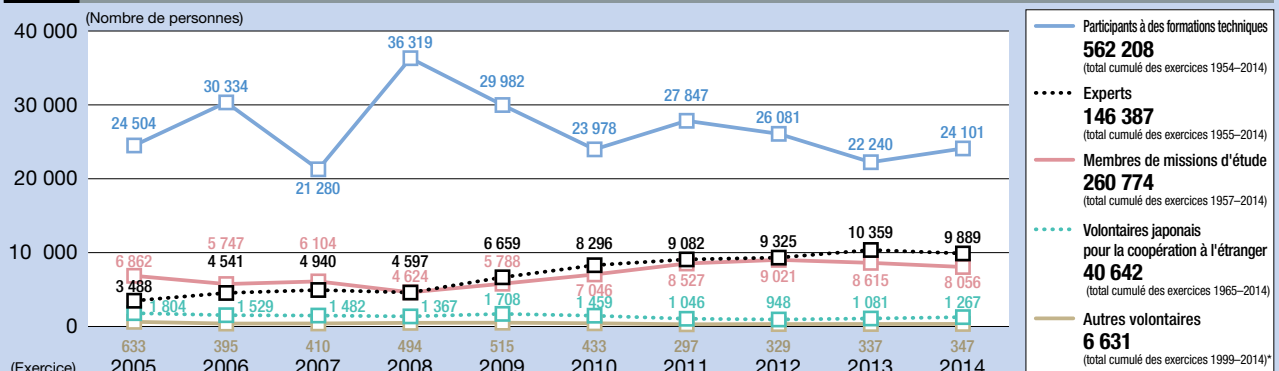
**Évolution du nombre de participants à la coopération technique**

Pour l'exercice 2014, les nouvelles ressources humaines participant aux différentes formes de coopération technique de la JICA se répartissent comme suit : 24 101 participants à des formations techniques, 9 889 experts, 8 056 membres de missions d'étude, 1 267 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et 347 autres volontaires. À ce jour, la JICA a assuré la formation technique de 562 208 participants (période fiscale

1954-2014) et envoyé à l'étranger 146 387 experts (période fiscale 1955-2014), 260 774 membres de missions d'étude (période fiscale 1957-2014), 40 642 JOCV (période fiscale 1965-2012), et 6 631 autres volontaires (période fiscale 1999-2014).

La figure 13 montre l'évolution du nombre de participants aux différentes formes de coopération technique depuis l'exercice 2005.

**Figure 13 Évolution du nombre de participants par type de coopération technique (total cumulé)**



\* Inclut les volontaires seniors, les volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger, les volontaires juniors auprès des communautés japonaises à l'étranger et les volontaires des Nations unies, données qui jusqu'à l'exercice 1998 étaient réparties entre les autres types de coopération.  
 Note : Le soutien au programme d'émigration a pris fin durant l'exercice 1995. Le total cumulé des exercices 1952-1995 est de 73 437.

## Aperçu des états financiers

### Compte général

#### 1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2015, le montant total des actifs s'élève à 238 498 millions JPY, soit une hausse de 15 573 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est essentiellement imputable à une augmentation de 19 860 millions JPY des liquidités et dépôts bancaires. Le montant total des passifs s'élève à 186 872 millions JPY, soit une hausse de 18 325 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique principalement par une augmentation de 14 509 millions JPY des passifs liés aux subventions de fonctionnement, et par une hausse de 2 348 millions JPY des comptes créditeurs.

(millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs à court terme		Passifs à court terme	
Liquidités et dépôts bancaires	74 554	Passifs liés aux subventions de fonctionnement	46 241
Titres négociables	99 000	Fonds pour les projets de dons	116 676
Autres	20 055	Autres	21 145
Actifs immobilisés		Passifs immobilisés	
Immobilisations corporelles	42 426	Comptes de contrepartie d'actifs	2 162
Immobilisations incorporelles	7	Autres	649
Placements et autres actifs	2 456	<b>Total des passifs</b>	<b>186 872</b>
		<b>Actifs nets</b>	
		Capital	
		Investissements du gouvernement	63 217
		Gain en capital	-16 743
		Bénéfices non distribués	5 151
		<b>Total des actifs nets</b>	<b>51 625</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>238 498</b>	<b>Total des actifs et des passifs nets</b>	<b>238 498</b>

#### 2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2015, le montant total des dépenses ordinaires s'élève à 253 319 millions JPY, soit une hausse de 18 982 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est imputable à un sursaut de 21 105 millions JPY des dépenses pour les programmes de dons. Les recettes ordinaires ont augmenté de 21 928 millions JPY à 254 339 millions JPY. Cette hausse est principalement due à une augmentation de 21 105 millions JPY des recettes des programmes de dons.

(millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires (A)	253 319
Dépenses de fonctionnement	244 331
Dépenses pour les projets de coopération technique	71 068
Dépenses pour la coopération avec la participation du public	15 723
Dépenses pour le soutien opérationnel	28 483
Dépenses au titre des dons	106 528
Autres	22 530
Frais généraux administratifs	8 843
Charges financières	23
Autres	122
Recettes ordinaires (B)	254 339
Recettes des subventions de fonctionnement	144 189
Recettes des dons	106 528
Autres	3 623
Pertes extraordinaires (C)	89
Bénéfices extraordinaires (D)	40
Réaffectation des fonds de réserve reportés des objectifs à moyen terme précédents (E)	465
<b>Total des bénéfices pour l'exercice en cours (B-A-C+D+E)</b>	<b>1 436</b>

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

### Compte financier et d'investissement

#### 1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2015, le montant total des actifs s'élève à 11 336 721 millions JPY, soit une augmentation de 182 873 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique par une hausse de 154 812 millions JPY des prêts. Le montant total des passifs s'élève à 2 200 570 millions JPY, soit une hausse de 44 174 millions JPY par rapport à l'exercice précédent, principalement due à une augmentation de 107 305 millions JPY des obligations.

(millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs à court terme		Passifs à court terme	
Prêts	11 223 481	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	244 355
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(145 267)	Autres	71 906
Autres	198 384	Passifs immobilisés	
Actifs immobilisés		Obligations	417 305
Immobilisations corporelles	8 742	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	1 459 231
Immobilisations incorporelles	1	Autres	7 773
Placements et autres actifs		<b>Total des passifs</b>	<b>2 200 570</b>
Réclamations en cas de faillite, réhabilitation et autres	68 325	<b>Actifs nets</b>	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(60 989)	Capital	
Autres	44 045	Investissements du gouvernement	7 813 898
		Bénéfices non distribués	1 255 358
		Fonds de réserve	114 438
		Autres	(47 542)
		Évaluation et écarts de conversion	
		<b>Total des actifs nets</b>	<b>9 136 152</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>11 336 721</b>	<b>Total des actifs et des passifs nets</b>	<b>11 336 721</b>

#### 2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2015, le montant total des bénéfices s'élève à 114 438 millions JPY, soit une baisse de 11 131 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution est due à une baisse de 8 703 millions JPY des recettes ordinaires qui s'élèvent à 209 144 millions JPY, et à une augmentation de 2 410 millions JPY des dépenses ordinaires qui atteignent 94 688 millions JPY. La baisse des recettes ordinaires s'explique principalement par l'absence de reprise des provisions pour les pertes éventuelles qui était de 10 877 millions JPY lors de l'exercice précédent et par l'augmentation de 9 321 millions JPY des provisions pour les pertes liées aux prêts.

(millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires (A)	94 688
Dépenses liées aux activités de coopération en matière de financement et d'investissement	94 688
Intérêts sur les obligations et les effets	5 431
Intérêts sur les emprunts	24 068
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	9 291
Dépenses pour les opérations de consignation	18 978
Dépenses administratives et de fonctionnement	13 068
Provisions pour les pertes éventuelles	17 076
Autres	6 776
Recettes ordinaires (B)	209 144
Recettes des activités de coopération en matière de financement et d'investissement	208 688
Intérêts sur les prêts	169 039
Dividendes sur les placements	36 187
Autres	3 463
Autres	456
Pertes extraordinaires (C)	19
Bénéfices extraordinaires (D)	1
<b>Total des bénéfices pour l'exercice en cours (B-A-C+D)</b>	<b>114 438</b>

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.